

Le **Cadre de transparence renforcée** (CTR), prévu à l'article 13 de l'Accord de Paris, remplacera le cadre actuel de mesure, notification et vérification (MNV) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il a pour but de promouvoir la confiance mutuelle en permettant une bonne compréhension des actions menées par les pays en matière de changement climatique. Les informations communiquées dans le cadre du CTR contribueront également à l'état des lieux mondial, ce qui permettra d'accroître les ambitions à long terme, notamment pour les futures mises à jour des contributions déterminées au niveau national (CDN). Pour la première fois, le CTR fournit un cadre commun de notification et d'examen pour les pays développés et les pays en développement. Les modalités, procédures et lignes directrices (MPG) fournissent des règles détaillées pour la mise en pratique du CTR, c'est-à-dire la manière dont les rapports biennaux sur la transparence (RBT) devront être soumis tous les deux ans et examinés dans le cadre d'un processus en deux étapes (voir l'étape 5 pour plus d'informations) afin de garantir la transparence, l'exactitude, l'exhaustivité, la cohérence et la comparabilité des rapports soumis par tous les pays. Le CTR s'appuie sur le cadre MNV existant et le perfectionne. L'ensemble des processus, dispositions et capacités institutionnels – par exemple dans le cadre d'un système MNV national – mis en place dans les pays en développement par rapport au cadre de MNV existant peuvent ainsi servir de base pour établir un système de transparence pour la mise en œuvre des exigences des MPG au niveau national.

Visitez la page web de la CCNUCC consacrée à la mise en place d'un cadre de transparence renforcé [Moving Towards the Enhanced Transparency Framework](#).

La figure ci-dessous présente une vue d'ensemble du CTR.

